

« Lui, qui a écrasé la République sous ses talons, le voilà foulé aux pieds du peuple.

« C'est le jour de la vengeance; c'est le défi jeté aux assassins de Versailles; c'est le moment où le peuple revendique ses droits.

« Pendant que le canon gronde sur notre population, les séides de Versailles, les souteneurs de dynasties, sont écrasés.

Poussons donc aujourd'hui un cri de vengeance : « A mort Versailles! Traîtres! vous avez vécu, vous serez écrasés par le peuple ! »

La fièvre gagne tous ces gens.

Le citoyen Miot s'écrie :

« Citoyens, la République vient aujourd'hui de donner une grande leçon aux peuples et aux rois. La colonne Vendôme a croulé, annonçant par sa chute les destinées inévitables de ceux qui veulent bâtir leur fortune sur le sang et le principe autoritaire. Que ce monument, élevé par les Bonapartes à la honte de l'humanité, périsse à jamais, ainsi que le nom exécrable de cette race maudite !

« Le peuple est patient; il se résigne à supporter le joug et l'humiliation, mais sa vengeance n'en est que plus terrible le jour où elle éclate. Malheur à ceux qui le provoquent et excitent jusqu'au bout son légitime courroux !

« Jusqu'ici notre colère ne s'est exercée que sur des choses matérielles, mais le jour approche où les représailles seront terribles et atteindront cette réaction infâme qui nous mine et cherche à nous écraser.

« Rallions-nous donc autour du drapeau de la liberté, aux cris unanimes de : « Vive la France! Vive la République! »

On le voit, tout cela est menaçant, sinistre, plein de tragiques sous-entendus.

Voici les paroles plus significatives encore d'un autre membre du Comité, M. Ranvier :

« La colonne Vendôme, la maison de M. Thiers, la chapelle expiatoire, ne sont que des exécutions matérielles. Mais le tour des traîtres et des royalistes viendra inévitablement si la Commune y est forcée (1) ! »

(1) Le maréchal de Mac-Mahon adressait le lendemain à l'armée l'ordre du jour suivant :

« Soldats !

« La colonne Vendôme vient de tomber.

« L'étranger l'avait respectée. La Commune de Paris l'a renversée. Des hommes qui se disent Français ont osé détruire, sous les yeux des Allemands qui nous observent, ce témoin des victoires de vos pères contre l'Europe coalisée.

« Espéraient-ils, les auteurs indignes de cet attentat à la gloire nationale, effacer la mémoire des vertus militaires dont ce monument était le glorieux symbole?...

« Soldats! Si les souvenirs que la colonne nous rappelait ne sont plus gravés sur l'airain, ils resteront du moins vivants dans nos cœurs et, nous inspirant d'eux, nous sau-

rons donner à la France un nouveau gage de bravoure, de dévouement et de patriotisme.

Les discours de Miot et de Ranvier laissaient deviner tout le courroux comprimé de certains membres de la Commune. Un épouvantable accident, l'explosion d'une cartoucherie, située avenue Rapp, vint encore donner un aliment, légitime en apparence, à cette fureur. Le Comité de salut public n'hésita pas à déclarer que ce malheur, né d'une imprudence, sans doute, était le résultat d'un crime. Il fit, sans plus tarder, afficher cette déclaration inventée pour raviver la haine aux cœurs des plus crédules et des plus farouches :

« Le gouvernement de Versailles vient de se souiller d'un nouveau crime, le plus épouvantable et le plus lâche de tous.

« Ses agents ont mis le feu à la cartoucherie de l'avenue Rapp et provoqué une explosion effroyable.

« On évalue à plus de cent le nombre des victimes. Des femmes, un enfant à la mamelle ont été mis en lambeaux.

« Quatre des coupables sont entre les mains de la sûreté générale.

« Paris, le 27 floréal an 79.

« Le Comité de salut public. »

Cette furie semblait d'ailleurs excessive à une partie de la Commune, dite la *minorité*, qui sembla vouloir se dégager des actes du Comité de salut public. Composée de MM. Beslay, Jourde, Theisz, Lefrançais, Eugène Gérardin, Vermorel, Clémence, Andrieu, Serrailleur, Longuet, Arthur Arnould, V. Clément, Avrial, Ostyn, Franckel, Pindy, Arnold, J. Vallès, Tridon, Varlin et Courbet, la *minorité* sembla vouloir faire schisme, et par là de s'en tenir à la seule administration de ses arrondissements respectifs. A quoi Paschal Grousset répondit, en traitant les schismatiques de *Girondins*. « Nouveaux Girondins, dit-il, ils se retirent, non pas dans les départements, ils ne le peuvent pas, mais dans les arrondissements. » Il est à remarquer, au surplus, que les Girondins ont été tués précisément, — et par la Commune de 93, — pour avoir formulé une réclamation pareille à celle de la Commune de 1871.

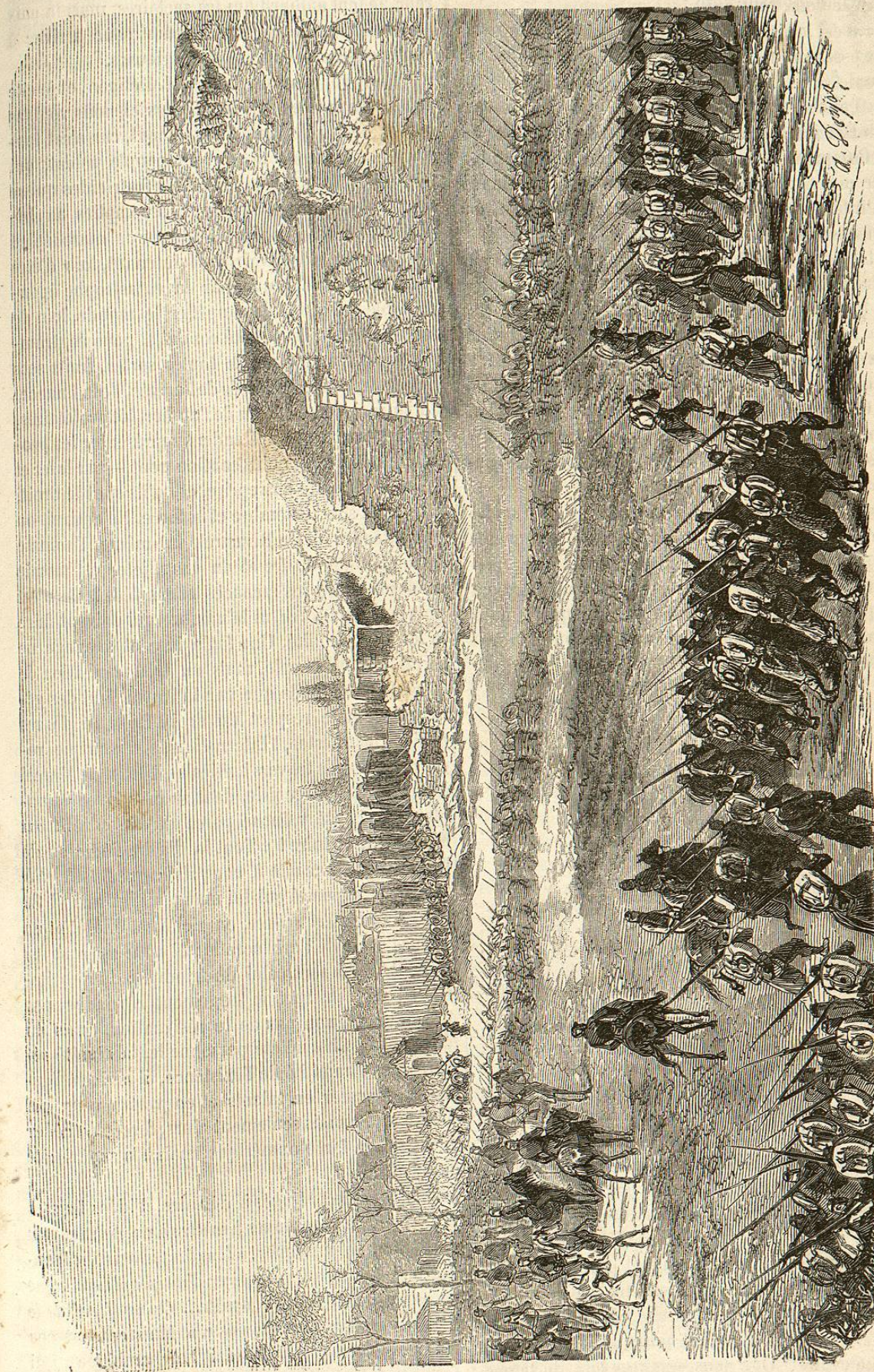
Force fut aux dissidents de reprendre leur place à l'Hôtel de ville et d'obéir au Comité de salut public, qui obéissait lui-même, quoi qu'il en eût au Comité central.

rons donner à la France un nouveau gage de bravoure, de dévouement et de patriotisme.

« Maréchal de MAC-MAHON,
« duc de Magenta. »

L'Assemblée nationale devait voter bientôt ces articles :
« Art. 1^{er}. — La colonne de la place Vendôme sera reconstruite.

« Art. 2. — Elle sera surmontée de la statue de la France.
« Art. 3. — Une inscription portera la date de la destruction et celle du rétablissement. »



LA FIN DE LA COMMUNE. — Entrée des troupes par la porte de Saint-Cloud.

Le Comité central, tout-puissant, publiait alors la déclaration suivante :

« COMITÉ CENTRAL.

« Au peuple de Paris,
« A la garde nationale,

« Des bruits de dissidence entre la majorité de la Commune et le Comité central ont été répandus par nos ennemis communs avec une persistance qu'il faut, une fois pour toutes, réduire à néant par une sorte de pacte public.

Le Comité central, préposé par le Comité de salut public à l'administration de la guerre, entre en fonctions à partir de ce jour.

« Lui qui a porté le drapeau de la Révolution communale, n'a ni changé, ni dégénéré. Il est, à cette heure, ce qu'il était hier : le défenseur né de la Commune, la force qui se met en ses mains, l'ennemi armé de la guerre civile, la sentinelle mise par le peuple auprès des droits qu'il s'est conquis.

« Au nom donc de la Commune et du Comité central, qui signe ce pacte de la bonne foi, que les soupçons et les calomnies inconscientes disparaissent, que les cœurs battent, que les bras s'arment et que la grande cause sociale pour laquelle nous combattons tous triomphe dans l'union et la fraternité.

« Vive la République!

« Vive la Commune!

« Vive la Fédération communale!

« La Commission de la Commune :

« BERGERET, CHAMPY, GÉRESME,
LEDROIT, LONCLAS, URBAIN.

« Le Comité central :

« MOREAU, PIAT, B. LACORRÉ, GEOFFROY, GOUIER, PRUDHOMME, GAUDIER, FABRE, TIERSONNIER, BONNEFOY, LACORD, TOURNOIS, BAROUD, ROUSSEAU, LAROCHE, MARÉCHAL, BISSON, OUZÉLOT, BRIN, MARCEAU, LEVÊQUE, CHOUTEAU, AVOINE fils, NAVARRE, HUSSON, LAGARDE, AUDOYNAUD, HANSER, SOUDRY, LAVALETTE, CHATEAU, VALATS, PATRIS, POUGERET, MILLET, BOULLENGER, ROUIT, DUCAMP, GRELLIER, DREVET. »

Malgré toutes ces affirmations, ces promesses de triomphe, ces assurances de victoire, il est aisé de voir que le trouble est dans les esprits et dans les cœurs. La cause de la Commune est déjà perdue. Ses dernières rigueurs ne sont que le prélude de son agonie. Mais qu'elle sera sombre, cette agonie même, et que de malheurs vont terminer cette guerre sociale qui eût autrement profité aux travailleurs, au progrès, au bien-être de tous, à la liberté, à la République, si elle eût été une *paix sociale*. Quelles pensées fait naître le manifeste du Comité central! Que nous sommes loin du temps où les réformateurs de l'Internationale déclaraient,

non pas la guerre au monde comme, dans leur fureur, le font aujourd'hui les sectaires, mais la paix et l'union entre les travailleurs pour arriver à l'émancipation des classes laborieuses.

« Nous voulons, disait alors M. Héligon, et je cite encore ces paroles déjà imprimées ici, nous voulons opérer cette réforme pacifiquement, car c'est toujours nous, peuple ouvrier ou peuple soldat, qui faisons les frais de ces batailles fratricides qui se sont toujours, jusqu'à présent, accomplies au bénéfice d'ambitieux qui se faisaient un marche-pied pour arriver au pouvoir. » Maintenant, loin d'être éclairés par l'épreuve, par la catastrophe épouvantable qui vient de stupéfier le monde, loin de reconnaître qu'ils ont été conduits, poussés, trompés par des ambitieux de toutes sortes, fruits secs de tous les états, déclassés de l'armée, de la finance, du journal, de l'école ou de l'atelier, les prolétaires, ou plutôt ceux qui prétendent représenter les prolétaires, déclarent qu'ils continueront, — par le fer et le feu, — la lutte entreprise, et qu'ils sont le droit, puisqu'ils sont le nombre et la force. Ne croirait-on pas entendre M. de Bismarck lui-même, l'homme de la politique du fer et du sang, jeter au monde moderne effaré ses menaces et ses défis? Ce n'est pourtant ni la force, ni le nombre qui doivent faire la loi à l'humanité. Une foule ivre et sauvage ne serait pas un peuple, mais un troupeau. Rien de durable ne se fonde que par le travail lent des générations et le respect du droit. Dans un de ses anciens manifestes, l'Internationale elle-même reconnaissait qu'à travers les siècles, d'Étienne Marcel à Sieyès, la bourgeoisie, dans sa lutte avec la noblesse avait été vaincue parce qu'elle n'était pas *digne* de la victoire! « Tout le dix-huitième siècle fut employé par elle à conquérir *par l'étude et le travail*, la capacité qui lui manquait, et quand 89 vint, en *talent, en science*, en richesse, elle était au moins l'égale de l'aristocratie : *là est le secret de son triomphe*. » Là sera celui du triomphe du prolétariat si, par l'instruction largement répandue, par le sentiment, non pas de la résignation, mais du devoir, par l'honnêteté personnelle, la dignité sévère dans l'humilité de l'existence, il arrive à égaler, à dépasser en talents et en vertus ceux qui seront alors, mais seulement alors, forcés de céder non pas à la force numérique, mais à la supériorité morale.

Mais que de préjugés à détruire, d'idées fausses à dissiper, de mensonges à mettre à nu, de mauvais conseillers à démasquer! « *Il ne fut jamais*, dit Jean-Jacques-Rousseau, *désespérer d'un peuple qui aime encore ce qui est juste et honnête... On est forcé de le tromper pour le rendre injuste.* » Mais ce sont ces trompeurs que le peuple doit haïr, ambitieux qui feraient d'une nation un peuple plèbe pourvu qu'ils eussent la première place à la tête du troupeau.

A l'heure où le Comité de salut public nommé par la Commune de Paris, supprimait les derniers journaux hostiles à son pouvoir (1), interdisait toute

(1) « Le Comité de salut public

« ARRÊTE :

« Art. 1^{er}. Les journaux *la Commune, l'Écho de Paris, l'Indépendance française, l'Avenir national, la Patrie, le Pirate, le Républicain, la Revue des Deux Mondes, l'Eco de Ultramar et la Justice* sont et demeurent supprimés.

« Art 2. Aucun nouveau journal ou écrit périodique politique ne pourra paraître avant la fin de la guerre.

« Art. 4. Les attaques contre la République et la Commune seront déferées à la cour martiale.

(Journal officiel du 18 mai.)

nouvelle publication politique, *avant la fin de la guerre*, et annonçait que les attaques contre la Commune seraient déferées à la Cour martiale, l'Assemblée nationale ratifiait à la majorité de 440 voix contre 98, le traité de Francfort, et le 20 mai, MM. Jules Favre et Pouyer-Quertier et M. de Bismarck après l'échange des ratifications de ce traité, signaient une convention concernant le paiement des termes de l'indemnité de guerre.

Le drame de la lutte entre la France et la Prusse était terminé. Le dernier acte de la guerre entre Paris et Versailles allait commencer.

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES DU CHAPITRE IV

N° 1.

AUX TRAVAILLEURS DES CAMPAGNES.

Commune de Paris.

Frère, on te trompe. Nos intérêts sont les mêmes. Ce que je demande, tu le veux aussi : l'affranchissement que je réclame, c'est le tien. Qu'importe si c'est à la ville ou à la campagne que le pain, le vêtement, l'abri, le secours manquent à celui qui produit toute la richesse de ce monde? Qu'importe que l'opresseur ait nom : gros propriétaire ou industriel? Chez toi, comme chez nous, la journée est longue et rude et ne rapporte pas même ce qu'il faut aux besoins du corps. A toi comme à moi, la liberté, le loisir, la vie de l'esprit et du cœur manquent. Nous sommes encore et toujours, toi et moi, les vassaux de la misère.

Voilà près d'un siècle, paysan, pauvre journalier, qu'on te répète que la propriété est le fruit sacré du travail, et tu le crois. Mais ouvre donc les yeux et regarde autour de toi; regarde toi-même et tu verras que c'est un mensonge. Te voilà vieux; tu as toujours travaillé; tous tes jours se sont passés la bêche ou la faucille à la main, de l'aube à la nuit, et tu n'es pas riche cependant, et tu n'as pas même un morceau de pain pour ta vieillesse. Tous tes gains ont passé à élever péniblement des enfants, que la conscription va te prendre, ou qui, se mariant à leur tour, mèneront la même vie de bête de somme que tu as menée, et finiront comme tu vas finir, misérablement; car, la vigueur de tes membres s'étant épuisée, tu ne trouveras guère plus de travail; tu chagrineras tes enfants du poids de ta vieillesse, et te verras bientôt obligé, le bissac

sur le dos, et courbant la tête, d'aller mendier, de porte en porte, l'aumône méprisante et sèche.

Cela n'est pas juste, frère paysan, ne le sens-tu pas? Tu vois donc bien que l'on te trompe; car s'il était vrai que la propriété est le fruit du travail, tu serais propriétaire, toi qui as tant travaillé. Tu posséderais cette petite maison, avec un jardin et un enclos, qui a été le rêve, le but, la passion de toute ta vie, mais qu'il t'a été impossible d'acquérir, — ou que tu n'as acquise peut-être, malheureux, qu'en contractant une dette qui t'épuise, te ronge, et va forcer tes enfants à vendre, aussitôt que tu seras mort, peut-être avant, ce toit qui t'a déjà tant coûté. Non, frère, le travail ne donne pas la propriété. Elle se transmet par hasard ou se gagne par ruse. Les riches sont des oisifs, les travailleurs sont des pauvres, — et restent pauvres. C'est la règle; le reste n'est que l'exception.

Cela n'est pas juste. Et voilà pourquoi Paris, que tu accuses sur la foi des gens intéressés à te tromper, voilà pourquoi Paris s'agite, réclame, se soulève et veut changer les lois qui donnent tout pouvoir aux riches sur les travailleurs. Paris veut que le fils du paysan soit aussi instruit que le fils du riche, et *pour rien*, attendu que la science humaine est le bien commun de tous les hommes, et n'est pas moins utile pour se conduire dans la vie, que les yeux pour voir.

Paris veut qu'il n'y ait plus de roi qui reçoive 30 millions de l'argent du peuple, et qui engraisse de plus sa famille et ses favoris, Paris veut que cette grosse dépense n'étant plus à faire, l'impôt diminue grandement. Paris demande qu'il n'y ait plus de fonctions payées 20,000, 30,000, 100,000 fr., donnant à manger à un homme, en une seule an-

née, la fortune de plusieurs familles; et qu'avec cette économie, on établisse des asiles pour la vieillesse des travailleurs.

Paris demande que tout homme qui n'est pas propriétaire ne paye pas un sou d'impôt; que celui qui ne possède qu'une maison et son jardin ne paye rien encore; que les petites fortunes soient imposées légèrement, et que tout le poids de l'impôt tombe sur les richards.

Paris demande que ce soient les députés, les sénateurs et les bonapartistes, auteurs de la guerre, qui payent les cinq milliards de la Prusse, et qu'on vende pour cela leurs propriétés, avec ce qu'on appelle les biens de la Couronne, dont il n'est plus besoin en France.

Paris demande que la justice ne coûte plus rien à ceux qui en ont besoin, et que ce soit le peuple lui-même qui choisisse les juges parmi les honnêtes gens du canton.

Paris veut enfin, écoute bien ceci, travailleurs des campagnes, pauvre journalier, petit propriétaire que rongé l'usure, bordier, métayer, fermier, vous tous qui semez, récoltez, suez, pour que le plus clair de vos produits aille à quelqu'un qui ne fait rien: — ce que Paris veut, en fin de compte, c'est la terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous.

La guerre que fait Paris en ce moment, c'est la guerre à l'usure, au mensonge et à la paresse. On vous dit: « Les Parisiens, les socialistes, sont des partageux. » Eh! bonnes gens, ne voyez-vous pas qui vous dit cela? Ne sont-ils pas des partageux, ceux qui, ne faisant rien, vivent grassement du travail des autres? N'avez-vous jamais entendu les voleurs, pour donner le change, crier: « Au voleur! » et dévaler tandis qu'on arrête le volé?

Oui, les fruits de la terre à ceux qui la cultivent. A chacun le sien; le travail pour tous.

Plus de très-riches ni de très-pauvres.

Plus de travail sans repos, ni de repos sans travail.

Cela se peut; car il vaudrait mieux ne croire à rien que de croire que la justice ne soit pas possible.

Il ne faut pour cela que de bonnes lois, qui se feront quand les travailleurs cesseront de vouloir être dupés par les oisifs.

Et dans ce temps-là, croyez-le bien, frères cultivateurs, les foires et les marchés seront meilleurs pour qui produit le blé et la viande, et plus abondants pour tous, qu'ils ne furent jamais sous aucun empereur ou roi. Car alors le travailleur sera fort et bien nourri, et le travail sera libre des gros impôts des patentes et des redevances, que la Révolution n'a pas toutes emportées, comme il le paraît bien.

Donc, habitants des campagnes, vous le voyez, la cause de Paris est la vôtre et c'est pour vous qu'il travaille, en même temps que pour l'ouvrier. Ces généraux qui l'attaquent en ce moment, ce sont les généraux qui ont trahi la France. Ces députés que vous avez nommés sans les connaître veulent nous

ramener Henri V. Si Paris tombe, le joug de misère restera sur votre cou, et passera sur celui de vos enfants. Aidez-le donc à triompher, et, quoi qu'il arrive, rappelez-vous bien ces paroles, — car il y aura des révolutions dans le monde jusqu'à ce qu'elles soient accomplies: — LA TERRE AU PAYSAN, L'OUTIL A L'OUVRIER, LE TRAVAIL POUR TOUS.

LES TRAVAILLEURS DE PARIS.

N° 2.

AUX GRANDES VILLES.

Après deux mois d'une bataille de toutes les heures, Paris n'est ni las ni entamé.

Paris lutte toujours, sans trêve et sans repos, infatigable, héroïque, invaincu.

Paris a fait un pacte avec la mort. Derrière ses forts, il a ses murs; derrière ses murs, ses barricades; derrière ses barricades, ses maisons, qu'il faudrait lui arracher une à une, et qu'il ferait sauter, au besoin, plutôt que de se rendre à merci.

Grandes villes de France, assisterez-vous immobiles et impassibles à ce duel à mort de l'Avenir contre le Passé, de la République contre la Monarchie?

Où verrez-vous enfin que Paris est le champion de la France et du monde, et que ne pas l'aider, c'est le trahir?...

Vous voulez la République, ou vos votes n'ont aucun sens; vous voulez la Commune, car la repousser, ce serait abdiquer votre part de souveraineté nationale; vous voulez la liberté politique et l'égalité sociale, puisque vous l'écrivez sur vos programmes; vous voyez clairement que l'armée de Versailles est l'armée du bonapartisme, du centralisme monarchique, du despotisme et du privilège, car vous connaissez ses chefs et vous vous rappelez leur passé.

Qu'attendez-vous donc pour vous lever? Qu'attendez-vous pour chasser de votre sein les infâmes agents de ce gouvernement de capitulation et de honte qui mendie et achète, à cette heure même, de l'armée prussienne, les moyens de bombarder Paris par tous les côtés à la fois?

Attendez-vous que les soldats du droit soient tombés jusqu'au dernier sous les balles empoisonnées de Versailles?

Attendez-vous que Paris soit transformé en cimetière et chacune de ses maisons en tombeau?

Grandes villes, vous lui avez envoyé votre adhésion fraternelle; vous lui avez dit: « De cœur, je suis avec toi! »

Grandes villes, le temps n'est plus aux manifestes: le temps est aux actes, quand la parole est au canon.

Assez de sympathies platoniques. Vous avez des fusils et des munitions: Aux armes! Debout les villes de France!

Paris vous regarde, Paris attend que votre cercle se serre autour de ses lâches bombardeurs et



M. POUYER-QUERTIER.

les empêche d'échapper au châtimeut qu'il leur réserve.

Paris fera son devoir et le fera jusqu'au bout. Mais ne l'oubliez pas, Lyon, Marseille, Lille, Toulouse, Nantes, Bordeaux et les autres...

Si Paris succombait pour la liberté du monde,

l'histoire vengeresse aurait le droit de dire que Paris a été égorgé parce que vous avez laissé s'accomplir l'assassinat.

Le délégué de la Commune aux relations extérieures,

PASCHAL GROUSSET.